Humilier, mutiler et tuer pour réduire au silence et empêcher que la résistance s'organise. Cela fait des décennies que la police terrorise et tue dans les quartiers populaires, que cela soit au quotidien ou lors des mouvements sociaux. L'État s'appuie sur la police et la justice pour écraser nos vies et nos révoltes. Des contrats aux bénéfices astronomiques de ventes d'armes et de « techniques » de maintien de l'ordre se concluent dans le monde entier sur le dos de nos mort.e.s et nos mutilé.e.s.

Le jeudi 2 février, Théo, habitant de la cité des 3000 dans la commune d'Aulnay-sous-Bois, jeune homme noir de 22 ans, a été frappé, injurié, gazé et violé par des policiers parce qu'il avait eu l'audace d'exprimer sa réprobation vis à vis d'interpellations injustifiées. Mais surtout parce qu'il était noir et, qu'en France, il y a des citoyens de seconde zone.

Ce n'est pas une bavure, le dérapage de quelques policiers isolés. C'est la conséquence d'une violence et d'un racisme d'État qui ont pour but de maintenir, particulièrement dans les quartiers populaires, la domination du capitalisme. Quitte à en admettre les excès et en absoudre leurs auteurs. C'est la preuve d'un système prêt à toutes les violences pour contraindre à la soumission et exploiter la partie la plus pauvre de la population comme aux temps des colonies. C'est précisément pour ces raisons que la CNT ne syndique pas les forces répressives de l'État.

Pour l'IGPN, Théo Luhaka n'a pas été victime de viol, mais d'un accident. Quelques mois après la mort d'Adama Traoré à Beaumont sur Oise, de nouveau le mensonge répond à la quête de vérité et de justice exprimée par les familles, les amis, les associations… Ce sont aussi des tirs à balle réelle qui leur sont opposés là où la solidarité fait rage comme à Aulnay dans la nuit du 6 au 7 février.

Comme si cela ne suffisait pas, une loi de « sécurité publique » vient d'être adoptée, alignant les droits des policiers sur ceux des gendarmes. Nous dénonçons cette nouvelle loi sécuritaire qui donne un « permis de tuer ». La militarisation de la police va faire d'autres victimes.

A quelques mois des élections, nous voulons redire que la solution ne viendra pas « d'en haut ». Quels que soient les gouvernements, la même politique perdure et s'amplifie. Ce n'est ni dans les salons de l'Élysée, de Matignon, ou de la place Beauvau que nous obtiendrons satisfaction, mais dans la rue.

Organisons-nous, dans les quartiers, sur nos lieux de travail, en assemblées souveraines et reprenons ce qui nous appartient. Décidons nous-mêmes, pour nous-mêmes, et luttons pour un autre futur, débarrassé de l'État, des patrons et de leurs polices.

Pas de justice, pas de paix !

Fédération des Travailleurs de l'Education – CNT